

VOTEZ

la
cgt

DU 3 AU 10
DECEMBRE
2026

Comité Social d'Administration de Réseau de la DGA

FNTE

la
cgt

compte-rendu

Le Comité Social d'administration de Réseau de la DGA s'est tenu le mardi 6 octobre 2026 sous la présidence du Directeur Général Adjoint, A. LAHOUSSE. C'était le dernier pour la mandature 2023-2026.

En introduction à ce CSA-R DGA, le Directeur Général adjoint rappelle que la DGA poursuit son évolution en continuant le renforcement de son « leadership » dans le domaine de la Défense et en continuant d'accompagner la transformation numérique pour les combats futurs qui seront collaboratifs et connectés.

Au titre de la transformation dite « DGA de combat », il rappelle les éléments majeurs: livrer plus et plus vite en menant des projets agiles, la création des centres experts dans plusieurs domaines, dont les drones, tout en maîtrisant les coûts avec la création d'une cellule « *cost killing* » à la DOMN.

Le Directeur Général Adjoint s'est dit très satisfait d'avoir vu autorisée l'avance sur la trajectoire des recrutements prévus au schéma d'emploi. Ce sont 137 Equivalents Temps Pleins qui seront recrutés avant la fin de l'année 2026. Il rappelle la grande valeur des ressources humaines de la DGA.

Suite à la lecture des déclarations liminaires des organisations syndicales, il a répondu à certains sujets abordés et à certaines questions posées.

Au sujet des RH de la DGA, le DGA redit la chance d'avoir pu bénéficier du « *surge* » qui permet l'avance de recrutement de 137 ETP. Cela permettra d'accélérer la transformation ou encore de renforcer quelques métiers critiques à la DIE.

Au sujet de la volonté de simplification, il détaille la volonté d'épurer la lourdeur de certaines procédures (dont certaines ne sont plus utilisées ou très peu) et il rappelle l'importance d'augmenter le recours aux outils d'intelligence artificielle et d'en tirer profit dans nos méthodes de travail. De plus, il annonce que les chefs d'organisme auront à leur main de mener une réflexion sur le bien fondé de poursuivre ou non la certification de leur établissement dans le domaine 14001-politique environnementale et 45001-politique Santé et Sécurité au Travail.

Au sujet du recours à la sous-traitance, le DGA adjoint maintient la ligne et prend l'exemple de l'infogérance au S2NA dont le retour en arrière n'est pas envisagé. Toutefois, pour ce qui concerne les moyens d'expertise et d'essais, il rappelle l'importance d'en conserver la maîtrise en interne tout en autorisant la sous-traitance de quelques parties.

VOTEZ

la
cgt

DU 3 AU 10
DECEMBRE
2026



Comité Social d'Administration de Réseau de la DGA



compte-rendu

Au sujet des activités de la DGA auprès des entreprises de la BITD, le directeur de la DID (Direction de l'Industrie de Défense) affirme que le rôle de sa Direction est d'œuvrer à la souveraineté.

Sur la question particulière de la délégation **CGT** dans sa déclaration liminaire au sujet de la filière des obus de 155mm et des tergiversations relatives à la reprise des activités des forges de Tarbes et de la fonderie de Bretagne par une société semblant uniquement s'intéresser au montant des budgets de la LPM, le directeur de la DID ne répond pas sur le fond mais admet à demi-mot l'aspect immoral de la démarche. La **CGT** redit ici l'importance primordiale de voir un réel contrôle étatique sur toute la sphère Défense et tout le tissu des grands groupes, PME et TPE avec la création d'un Pôle Public National de Défense.

Sur le programme SCAF et le pilier avion NGF, l'échec de la coopération Dassault-Airbus ne freine pas le travail lancé sur certaines facettes du système. La **CGT** sera vigilante sur les coopérations à venir sur le volet du moteur (qui conditionne aussi le niveau d'investissement à mettre dans les installations de DGA-EP Saclay pour en assurer la qualification. Le DGA reconnaît ici que c'est un point de la première importance et urgent à traiter).

Sur le programme MGCS (char du futur), la **CGT** dit son attente de voir (re)construite la poursuite du projet ô combien important pour la capacité terrestre de nos forces.

Effectifs de la DGA: La cible à fin 2026 est de 10557 ETP (10420 + 137 du « *surge* »). Le nombre des démissions sera d'un peu plus de 170 pour 2026 (il y en a eu 120 en 2025).

Projet de loi de finances 2027: La DGA prévoit poursuivre l'accélération de la fourniture de matériel ainsi que le renforcement des priorités capacitaires critiques. Toutefois lucide, la DGA espère que la Représentation Nationale adoptera ce PLF.

Les élus **CGT** au CSA R DGA:

Bertrand DHUNE DIE DGA TA

Vincent RENAUT DOMN S2A

Benoît HOSDEZ-D'HONDT DIE DGA EP

Thierry DELISLE DIE DGA TH

Bilan **CGT**: Ce CSA de Réseau de la DGA fait également le rappel des réflexions et actions menées par vos représentants élus et désignés au sein des différents groupes de travail. GT RH, GT IA, GT Culture Managériale, GT DIE. Les représentants **CGT** y sont présents assidument et posent la question de rendre ce dialogue social plus perfectible en demandant l'organisation de multilatérales spécifiques pour le S2NA (qui sera probablement intégré au GT DIE) ou encore pour la Direction de l'Industrie de Défense.

Les revendications pour la DGA et ses personnels seront portées par les futurs élu(e)s **CGT** au sein du CSA R DGA



Déclaration liminaire

CSA-R DGA du 06/10/2026



Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Nous voici réunis pour le dernier Comité Social d'Administration de Réseau de la DGA de la mandature 2022-2026.

Les élections professionnelles qui auront lieu en décembre prochain pour toute la Fonction Publique permettront de jauger la représentativité des organisations syndicales et de renouveler les représentants dans les différentes instances et donc aussi dans notre CSA de réseau.

Les futurs élus CGT, n'en doutons pas, auront à cœur de poursuivre le travail entrepris et de maintenir les positions défendues par ceux qui les auront précédés.

Car l'actualité de la DGA est particulièrement dense sur le plan national et international, sur le plan humain et social et sur le plan industriel et étatique.

L'actualité est même brûlante.

Depuis le dernier CSA R DGA, la France a connu une vague de chaleur inédite, particulièrement durable, et des incendies de forêts majeurs qui ont, non seulement coûté la vie à des sapeurs-pompiers engagés sur le terrain, mais aussi menacé des dizaines de milliers de particuliers contraints à fuir le danger. Au-delà de ces réfugiés climatiques, le ministère des Armées et la DGA ont craint pour leurs installations stratégiques et cette crise a posé la question de la sauvegarde matérielle de nos outils de travail.

Ces incendies nombreux et multi-localisés ont mis en lumière la grande précarité avec laquelle la Sécurité Civile est contrainte de travailler. Le nombre insuffisant des matériels roulants et volants met inéluctablement en danger pompiers et population. Et ce ne sont pas les images de l'A400M déversant sa charge de retardant sur les arbres qui changeront cette donne.

Tout comme les personnels des trois versants de la Fonction Publique, les pompiers font partie des agents à bout qui manifestent dans tout le pays pour exiger des investissements nécessaires et vitaux, des effectifs en nombre et des salaires dignes pour un Service Public déployé au plus près des besoins.

L'actualité est brûlante aussi sur le plan budgétaire.

///

A six mois du premier tour des prochaines élections présidentielles, notre pays doit construire et faire valider un budget permettant d'assurer les orientations nationales. Notre Premier Ministre et son gouvernement cherchent à faire 54 milliards d'économies fléchées, entre autres, sur les pensions des retraités ou le point d'indice des fonctionnaires dont le gel se poursuit (seulement 4.7% d'augmentation depuis 2010. Du jamais vu...).

La question que tout le monde se pose est donc : OÙ EST PASSÉ L'ARGENT?

Les français sont taxés en permanence (impôt sur le revenu, TVA, taxation de l'énergie, taxation du travail, etc....).

En face de cela, les aides publiques aux entreprises sont d'un montant colossal sans contrôle ni conditionnalité. Ce qui paraît juste pour soutenir des PME fragiles ne l'est plus du tout pour des grands groupes en pleine santé qui transforment l'argent public en dividendes.

Depuis 2010, le CAC40 a fait plus que doubler de 3500 à plus de 8000 points alors que le point d'indice gèle et gèle encore. Tout ceci est inacceptable et doit cesser immédiatement. Que tout cet argent soit rendu !!!

La situation est brûlante aussi face à la déclinaison de la LPM dont les milliards d'euros tombent dans les poches des industriels pour remettre à hauteur qualitativement et surtout quantitativement les matériels de défense nécessaires à nos forces.

Après des années de destruction de notre outil de Défense, le contexte international impose, à la priorité absolue, ce besoin.

Mais les personnels civils de la DGA et des états-majors qui œuvrent au quotidien et participent activement à la Défense du pays ne peuvent plus accepter l'absence régulière de mesure catégorielle.

Des évolutions salariales, des taux d'avancement à hauteur des besoins, des enveloppes budgétaires attractives pour les leviers des TCT-ICT, ... De même pour la revalorisation des indemnités kilométriques ainsi que toutes les autres indemnités qui ne couvrent plus les frais engagés par les agents dans le cadre professionnel.

Il en est de même pour gagner des salaires sans discrimination géographique avec la fin des abattements de zone pour les Ouvriers de l'Etat et l'alignement à 3% des indemnités de résidence pour tous les agents fonctionnaires.

Sur le plan de charge de la DGA, l'actualité est brûlante également au sujet des grands programmes.

La CGT avait déjà commenté l'échec cuisant du NGF, pilier Avion du SCAF, à la suite de l'incapacité à s'entendre de deux industriels caractériels.

///

Le programme Eurodrone, bute sur l'incapacité des mêmes, Dassault et Airbus, à s'entendre. L'été dernier a aussi vu le torchon brûler entre KNDS et Rheinmetall au sujet du char du futur, le MGCS, enterré lui aussi.

Au-delà des sommes astronomiques d'ores et déjà dépensées pour ces programmes depuis près de 10 ans, cette situation n'est pas sans conséquences sur le planning de qualification des matériels et des systèmes et ce n'est donc pas sans conséquence sur les besoins exprimés par les forces et sur la souveraineté des pays impliqués.

Force est de constater qu'aujourd'hui, les grandes puissances industrielles de la Défense cherchent à tisser des liens de coopération et relancer leurs programmes. Quid de l'Inde ou de la Suède comme partenaire avec Dassault sur l'avion de chasse du futur? Quid de Safran qui devra prioriser son énergie pour le réacteur d'un avion français en coopération ou non?

Tout l'écosystème de la BITD est pollué et contaminé par les visions ultra capitalistiques.

La reprise des activités des fonderies de Bretagne, des forges de Tarbes et d'autres sur notre territoire par la société Europlasma dans le but de se lancer dans le domaine Défense _ avec le conseil d'un expert très haut de gamme bien connu _ connaît un échec cuisant et les salariés espèrent, à l'heure de ce CSA de Réseau, une offre de reprise réellement constructive ainsi que le paiement de leurs salaires. A la CGT, nous pensions que cette fourniture était vitale à nos armées. Que se passera-t-il si jamais personne ne reprend cette activité ? On nationalise ?!?

A contrario, comment prendre la décision du patron d'EURENCO, qui démissionne, à la surprise générale, alors que son entreprise fait face à une remontée spectaculaire ? Quel avenir cela présage-t-il pour la filière des poudres ?!

Derrière tous ces sujets relatifs à la BITD, c'est bien la question de l'implication et du positionnement des services de la DGA qui est posée.

D'autant plus quand on lit que la DGA réfléchit à confier le MCO des moteurs du RAFALE à un automate dopé à l'IA pour le bien être des agents dans le cadre d'un MCO de combat. Pensez-vous que les agents en question soient très heureux d'accueillir cette bonne nouvelle ?

Que fera-t-on quand la compétence sera intégrée aux puces d'un automate en panne ?! Ou qu'il faudra modifier la façon d'intervenir ? Ne serait-il pas plus pertinent de plutôt conserver cette compétence dans le cerveau d'un humain, certes pourvoyeur de masse salariale ?

Par ailleurs, la CGT dénonce depuis des décennies le recours « extrême » à la sous traitance pour tout un tas d'activités allant même jusqu'au cœur de nos essais. Et, nous le constatons de jour en jour sur le terrain, au détriment de la qualité des prestations en plus de la perte de compétence que cela amène.

///

Quand la DGA comprendra qu'en dehors de ce constat, cela lui coûte aussi bien plus que de posséder en interne ces ressources.

Enfin, comment ne pas évoquer les réorganisations successives de la DGA ?

Une fois encore, les agents entendent parler de transformation, d'adaptation, de simplification, d'optimisation et de gains d'efficacité. Une fois encore, l'administration présente ces évolutions comme indispensables pour répondre aux défis stratégiques du moment.

Pourtant, sur le terrain, le constat est plus nuancé. Les réorganisations se succèdent à un rythme tel que les managers et les agents peinent parfois à en percevoir les bénéfices concrets.

Les organigrammes changent, les chaînes hiérarchiques évoluent, les périmètres sont redessinés, mais les difficultés structurelles demeurent : postes vacants, surcharge de travail, perte de compétences et manque d'attractivité. Tout cela ruisselle avec force sur le moral des agents.

M. le Délégué, la CGT souhaite que vous puissiez apporter une réponse sur ces points ô combien importants pour l'avenir des différentes filières à maintenir ou à reconstruire.

La CGT refuse de faire continuellement le constat de la mainmise des grands groupes sur notre souveraineté. Un Pôle Public National de Défense, tel qu'il est décrit par la CGT, est une nécessité.

C'est le sens même de notre Service Public de Défense et qui est porté par tous les agents de la DGA.

Ces mêmes agents dont vous vous souciez de la fidélisation mais qui sera profondément altérée sans des recrutements et une juste adéquation charge/effectif et sans des mesures catégorielles régulières traduisant effectivement les efforts et le niveau de service de tous les personnels de la DGA.

En dernier point, la CGT souhaite remercier chaleureusement le bureau du dialogue social pour le travail de qualité effectué durant ces 4 années ainsi que pour l'organisation des différentes réunions dans un calendrier parfois contraint.

Nous vous remercions pour votre écoute et les réponses que vous voudrez bien nous apporter.

Vos désignés en CSA –R DGA

fnte.cgt.fr

